



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Affaire suivie par : Estelle Devanlay
Tél. 03 26 70 81 84
Courriel : estelle.devanlay@marne.gouv.fr

Châlons-en-Champagne, le **22 FEV. 2021**

Réf : EAU 21-02-38
Réf. Cascade : 51-2020-00097

Monsieur,

Vous trouverez, ci joint et pour notification, l'arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, concernant la modification des conditions d'exploitation d'un forage agricole sur la commune de Dommartin-Lettrée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général**



Denis GAUDIN

SCEA DOMMARTIN
12 rue Saint Amand
51 240 COIZARD JOCHES

40, boulevard Anatole France – CS 60554
51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 80 00

N° 15 - 2021-LE

**Arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant l'exploitation et les prélèvements issus d'un forage agricole dans une nappe souterraine
Commune de Dommartin-Létrée**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-10 et R.214-1 à R.214-56 et R.214-36 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie, approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin, en vigueur ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'étude d'incidence préalable à la réalisation d'un forage d'irrigation sur la commune de Dommartin-Létrée du bureau d'études OYO RGS de février 1999 (rapport EN-40224) et ses conclusions ;

Vu le récépissé en date du 23 mars 1999 relatif à la demande de pompage à Dommartin-Létrée au lieu-dit « Le Sentier » XD 37 dans les conditions d'exploitation suivantes : 60 m³/h et volume maximal prélevé par année de 18 000 m³ ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 24 novembre 2017 et présenté par la SCEA Dommartin, représenté par son gérant M. François Barnier et enregistré sous le n° 51-2017-00092, relatif aux modifications des conditions d'exploitation d'un forage agricole sur la commune de Dommartin-Létrée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2018 portant opposition à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant les modifications des conditions d'exploitation d'un forage agricole sur la commune de Dommartin-Létrée ;

Direction départementale des territoires

Vu le courrier de demande de recours gracieux de la SCEA Dommartin en date 26 février 2018 et les compléments apportés par messagerie électronique les 5 avril, 24 avril et 3 mai 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018 concernant les modifications d'exploitation d'un forage agricole sur la commune de Dommartin-Lettrée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2019 concernant les modifications d'exploitation d'un forage agricole sur la commune de Dommartin-Lettrée ;

Vu la demande du 12 mars 2019 de la SCEA Dommartin d'augmenter le volume prélevé annuellement de 57 500 à 75 000 m³.

Vu le courrier en date du 14 décembre 2020 adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques ;

Vu l'absence d'observations à l'issue du délai de 15 jours ;

Considérant qu'un suivi de la nappe a été demandé à la SCEA Dommartin pendant la période d'irrigation ;

Considérant le suivi réalisé par la SCEA Dommartin pendant les campagnes d'irrigation 2019 et 2020.

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont citées dans les visas du présent arrêté et listés ci-dessous. Ils sont également annexés au présent arrêté.

- arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

- arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

ARTICLE 2 – Conditions d'exploitations du forage

Est soumis à des prescriptions particulières le prélèvement d'eau issu du forage SS003 appartenant à la SCEA Dommartin dans la nappe souterraine situé sur la commune Dommartin-Lettrée, dans le bassin de la Soude (parcelle cadastrale XD37, lieu dit Le Champ Carnet).

Le volume total que la SCEA Dommartin peut prélever au droit de ce forage ne peut pas excéder 75 000 m³ par an.

Direction départementale des territoires

Pour mémoire, le forage doit comporter obligatoirement :

- une margelle bétonnée de 3 m² au minimum autour de la tête de forage et à 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel, conçue de manière à éloigner les eaux de la tête de forage qui doit être a minima positionnée à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ;
- un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage vis-à-vis des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles ;
- un compteur volumétrique permettant de mesurer le volume prélevé. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits ;
- Les numéros des récépissés de déclaration correspondant à la création du puits et au prélèvement.

À ce titre et avant exploitation, le maître d'ouvrage transmettra des photographies de l'ouvrage permettant de juger de la présence d'une margelle de 3 m² autour de la tête de forage et de juger que la tête de forage s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du niveau du terrain naturel.

Le forage devra également être équipé d'un dispositif permettant de mesurer le niveau de la nappe avant, pendant et après la période d'irrigation.

ARTICLE 3 – Nomenclature

En référence à la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, la rubrique concernée par cette opération figure dans le tableau suivant :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|----------|--|-------------|--|
| 1.1.2.0. | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an, mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D) | Déclaration | Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié |

Article 4 – Conditions d'exploitation

L'ouvrage sera utilisé pour l'irrigation uniquement, les arrosages de nuit seront privilégiés.

Les cahiers d'enregistrement devront mentionner les relevés d'index chaque jour d'irrigation.

Les mesures de restrictions de quotas prises dans le cadre de l'arrêté sécheresse s'appliquent sur ce forage.

Direction départementale des territoires

La présente autorisation pourra être modifiée lorsqu'une gestion quantitative sera mise en place à l'échelle du département. Le volume prélevable annuellement pourra être revu à la baisse conformément aux dispositions prises dans le cadre de la gestion quantitative.

Article 5 – Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du Code de l'Environnement.

Article 6 – Modification de l'Installation

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 7 – Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Dommartin-Lettrée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie du dossier de déclaration est mis à disposition du public à la mairie de la commune de Dommartin-Lettrée pendant une durée d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans la Marne durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 8 – Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, la Directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information à l'Office Français de la Biodiversité.

À Châlons-en-Champagne, le 22 FEV. 2021

**Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,**



Denis Gaudin

Direction départementale des territoires

Voies et délais de recours

En application de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être -contestée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex soit en déposant une requête au greffe, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure www.telerecours.fr :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

2° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Marne ou hiérarchique auprès du ministre en charge de l'environnement dans le délai de deux mois, à compter de la date de la dernière formalité accomplie : notification, publication ou affichage de cette décision

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif, gracieux ou hiérarchique, emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

